

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session du Conseil
d'administration**

Rome, 8-11 février 2010

PROGRAMMES DE PAYS

**Point 8 de l'ordre du
jour**

*Pour approbation sans
objection*



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/2010/8

23 décembre 2009

ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS GUATEMALA 200031 (2010–2014)



Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation sans objection.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes): M. P. Medrano tél.: 066513-2323

Attachée de liaison: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2174).



RÉSUMÉ

Le Guatemala se place au 122^e rang des 182 pays classés selon l'indicateur du développement humain. Le taux de dénutrition chronique/retard de croissance, qui s'établit à 49 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans, est le plus élevé de la région Amérique latine et Caraïbes, et parmi les plus élevés du monde; 40 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'anémie. Les taux de dénutrition chronique sont de 55 pour cent en milieu rural et de 69 pour cent parmi les populations autochtones.

Le Guatemala est régulièrement frappé par des catastrophes naturelles et les prix des produits alimentaires y sont élevés. De plus, la crise économique mondiale s'est traduite par une réduction des envois de fonds, des exportations et de l'investissement étranger. Les revenus du tourisme et l'accès au crédit ont reculé; le chômage et le déficit public ont augmenté. Sous l'effet conjugué de ces facteurs, un nombre croissant de Guatémaltèques souffrent de la faim et de la pauvreté, dans un contexte caractérisé par de forts écarts de revenu et par la marginalisation des populations autochtones.

Le programme de pays sera mis en œuvre dans les provinces où les taux de dénutrition chronique sont les plus élevés, qui sont situées sur les hautes terres et le long du corridor aride: Alta Verapaz, Baja Verapaz, Quiché, El Progreso, Chiquimula, Jalapa, Jutiapa et Totonicapán.

Le programme de pays est conforme: i) au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2010–2014, qui met l'accent sur l'insécurité alimentaire et la dénutrition chronique; ii) aux stratégies gouvernementales de réduction de la dénutrition chronique et de préparation aux catastrophes; et iii) aux politiques nationales relatives à l'agriculture et à la problématique hommes-femmes. Les effets directs du présent programme de pays contribueront à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 3, 4 et 7 ainsi qu'aux Objectifs stratégiques 3, 4 et 5 du Plan stratégique du PAM (2008–2011).

Le programme de pays a pour but de réduire la dénutrition chronique et l'insécurité alimentaire parmi les populations les plus vulnérables des provinces ciblées. Les objectifs visent à: i) réduire la dénutrition chronique chez les enfants de moins de 3 ans; ii) rétablir et améliorer les moyens d'existence des paysans pratiquant l'agriculture de subsistance touchés par des chocs répétés, en accroissant la production agricole; iii) relier aux marchés les petits exploitants et les agriculteurs à faible revenu mais susceptibles d'avoir des excédents pour améliorer leurs revenus et la sécurité alimentaire; et iv) consolider les capacités gouvernementales à mettre en œuvre des programmes d'assistance fondés sur les aliments, réduire les carences en micronutriments, améliorer l'état nutritionnel des personnes vivant avec le VIH et renforcer la planification préalable et la réponse aux situations d'urgence.

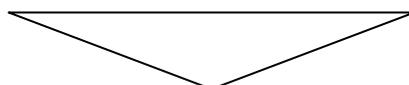
Le programme a été conçu en concertation avec les institutions publiques et les organismes des Nations Unies; un atelier destiné à tous les partenaires a permis de passer en revue les priorités fonctionnelles et géographiques. Le programme s'appuiera sur des partenariats avec des institutions publiques, des organismes des Nations Unies et d'autres acteurs.



Le PAM vise à renforcer les capacités des ministères et des institutions impliqués dans la gestion des programmes à vocation alimentaire, en mettant l'accent sur l'analyse de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, le ciblage des bénéficiaires et le suivi des résultats. Ces éléments seront d'importance capitale pour le transfert des responsabilités du programme de pays au Gouvernement.

Le montant pour le présent programme de pays proposé est de 19,5 millions de dollars É.-U., sur la base d'une estimation des contributions ordinaires et des ressources additionnelles qui seront mobilisées par le bureau de pays.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve sans objection le Programme de pays pour le Guatemala 200031 (2010-2014) (WFP/EB.1/2010/8), lequel requiert 21 160 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 16,9 millions de dollars.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION

1. Le Guatemala, classé au 122^e rang sur 182 pays selon l'indicateur du développement humain, est un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est de 2 576 dollars, mais avec un indice de Gini de 55 il se situe parmi les pays les plus inégalitaires du monde¹. La moitié des enfants souffrant de dénutrition chronique en Amérique centrale vivent au Guatemala^{2,3}. Le taux de dénutrition chronique qui est de 49 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans (qui peut atteindre 69 pour cent dans les zones autochtones) est le plus élevé de la région Amérique latine et Caraïbes et compte parmi les taux les plus élevés dans le monde⁴. Le Guatemala est confronté à de sérieuses difficultés pour réaliser l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 1.
2. La pauvreté frappe 51 pour cent de la population; la pauvreté extrême en concerne 15 pour cent⁵. Les groupes les plus vulnérables sont les femmes, les filles et les garçons autochtones pauvres, vivant dans les hauts plateaux et le corridor, zone semi-aride qui se caractérise par la sécheresse, des sols dégradés et des rendements faibles. L'indice de risque d'insécurité alimentaire⁶ classe 2 951 des 22 792 communautés guatémaltèques – soit 932 800 personnes – dans la catégorie extrêmement ou fortement exposée à l'insécurité alimentaire.
3. La faim et la dénutrition ont un impact direct sur la santé, le développement cognitif, et donc affectent la productivité et l'accroissement des revenus et des avoirs. Une analyse effectuée par le PAM et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a montré que le coût de la dénutrition infantile représentait l'équivalent de 11,4 pour cent du PIB annuel⁷.
4. Douze pour cent des nourrissons naissent avec une insuffisance pondérale; 58 pour cent des enfants souffrent de dénutrition chronique à l'âge de 3 ans⁴. La dénutrition est liée à la marginalisation des groupes autochtones, aux inégalités entre les sexes, au bas niveau d'instruction, aux carences des services de santé et au manque d'accès à l'eau salubre et à l'assainissement. La dénutrition chez les enfants et les femmes enceintes a de fortes incidences sur la mortalité et la morbidité: la mortalité maternelle est de 149 pour 100 000, la mortalité infantile de 39 pour 1 000⁸. Les provinces qui présentent les taux les plus

¹ Organisation des Nations Unies. 2009. Rapport sur le développement humain. New York. L'indice de Gini indique dans quelle mesure la répartition du revenu (ou de la consommation) entre les individus ou les ménages d'un pays s'écarte de l'égalité parfaite.

² Estimations du PAM fondées sur des statistiques du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

³ Instituto de Estadística de Guatemala (INE). 2002. Enquête nationale sur la santé maternelle et infantile (ENSMI). Guatemala (ville). Voir aussi: OMS. 2008. *La desnutrición en lactantes y niños pequeños en América Latina y el Caribe: Alcanzando los Objetivos de Desarrollo del Milenio* Washington. Le rapport OMS indique que l'application aux données de l'ENSMI des nouvelles normes en matière de croissance augmente le taux de dénutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans qui s'établit alors à 54,47 pour cent. On ne dispose pas de données concernant les enfants de moins de 3 ans.

⁴ UNICEF. 2009. *La situation des enfants dans le monde*. New York. Les taux les plus élevés sont de 54 pour cent en Afghanistan et au Timor-Leste, de 53 pour cent au Burundi et au Yémen et de 50 pour cent au Niger.

⁵ Institut national de statistique. 2006. *Étude nationale des conditions de vie*. Guatemala (ville).

⁶ Secrétariat sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN), mai 2009.

⁷ PAM/CEPALC. 2006. *Analysis of the Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Latin America: Guatemala*. Santiago

⁸ Institut national de statistique. 2005. (INE). Estimations tirées de l'enquête de référence sur la mortalité maternelle pour 2001 menée par le Ministère de la santé, Guatemala; et 2002 ENSMI. Guatemala (ville).



élevés de dénutrition chronique sont situées sur les hauts plateaux et le long du corridor sec: Alta Verapaz, Baja Verapaz, Quiché, El Progreso, Chiquimula, Jalapa et Jutiapa et Totonicapán.

5. Les carences en micronutriments – la "faim insoupçonnée" – touchent plus gravement les populations rurales et autochtones. Les carences en micronutriments les plus courantes chez les enfants de moins de 5 ans concernent le fer (40 pour cent)⁴, la vitamine A (16 pour cent)⁹ et le zinc. Chez les femmes en âge de procréer le fer et l'acide folique, sont les principales carences. Les carences en fer, en zinc et en acide folique exposent davantage les sujets aux maladies et à la mort prématurée, nuisent au développement physique et mental et réduisent la productivité.
6. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 59 pour cent des agriculteurs pratiquent l'agriculture de subsistance. Le Guatemala est tributaire d'importations d'aliments de base, à savoir maïs et haricot: la production locale de maïs couvre 80 pour cent de la demande intérieure; la production de haricot a chuté de 70 pour cent ces dernières années faute d'accès aux intrants agricoles.
7. Dans cette société majoritairement agricole¹⁰, les femmes jouent des rôles importants mais elles ne possèdent que 17 pour cent des exploitations agricoles. Globalement, 31 pour cent des femmes de plus de 15 ans sont analphabètes¹¹; ce taux atteint 59 pour cent chez les femmes autochtones¹⁰. Le potentiel productif des femmes est bridé par les inégalités entre les sexes dans l'accès et la maîtrise des ressources et par des normes socio-culturelles discriminatoires.
8. Les prix élevés des produits alimentaires et la crise économique mondiale se sont traduits par une réduction des envois de fonds, des exportations, de l'investissement étranger et de l'accès au crédit. Les revenus du tourisme ont chuté et le déficit public a augmenté. La hausse du chômage expose de plus en plus de personnes à la faim et à la pauvreté.
9. Entre juillet 2006 et juillet 2009, les hausses de prix qui atteignent 43 pour cent pour le maïs et 58 pour cent pour les haricots¹², ont augmenté le coût de l'assortiment alimentaire et réduit encore l'accès à la nourriture. Selon une étude du PAM sur l'impact des prix élevés des produits alimentaires, la pauvreté extrême pourrait augmenter de 4,5 pour cent et la pauvreté de 5,2 pour cent¹³. Les projections du Rapport sur le développement humain pour 2009 indiquent que 850 000 personnes pourraient basculer dans la pauvreté sous l'effet de la crise économique.
10. La réduction des possibilités d'emploi et le faible niveau des salaires viennent s'ajouter aux effets de la hausse des prix alimentaires. Le salaire journalier minimum moyen n'a augmenté que de 10 pour cent depuis 2007: il se chiffre actuellement à 6,50 dollars¹⁴, ce qui couvre 56 pour cent de l'assortiment alimentaire de base, contre 65 pour cent en 2002⁹.

⁹ Organisation des Nations Unies. 2003. *Status of Food Security and Nutrition of Guatemala*. Guatemala (ville). Septembre.

¹⁰ Organisation des Nations Unies. 2007. *Rapport sur le développement humain. 2007/2008*. New York. L'agriculture emploie 33 pour cent de la population économiquement active.

¹¹ Institut national de statistique (INE). 2007. Enquête nationale sur l'agriculture. Guatemala ville.

¹² Service d'information politique et stratégique, Ministère de l'agriculture, juillet 2009.

¹³ PAM. 2008. *Market Study on Staple Foods*. Guatemala (ville).

¹⁴ Ministère du travail et de la sécurité sociale, Accord du Gouvernement 398-2008.



11. Les ouragans, tremblements de terre, inondations, glissements de terrain et sécheresses à répétition compromettent les moyens de subsistance de populations très peu préparées à faire face à ces phénomènes dans les zones vulnérables. Les mécanismes traditionnels de survie ont été mis à rude épreuve par les récentes catastrophes, ce qui s'est traduit par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et la fragilisation de groupes marginalisés face aux cataclysmes.
12. En octobre 2005, l'ouragan tropical Stan a frappé 200 000 personnes en particulier dans les communautés autochtones pauvres et isolées; la CEPALC a estimé les dommages à 990 millions de dollars. En octobre 2008, la dépression tropicale n°16 a touché 150 000 personnes dans quatre départements. Le Programme national de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets (2009–2011) a été formulé en vue d'accroître les capacités nationales d'intervention.
13. Le principal objectif de la politique agricole du Gouvernement est d'améliorer durablement les moyens d'existence des populations rurales, en particulier par le biais de systèmes productifs compatibles avec le développement commercial. Cette politique favorise la sécurité alimentaire en s'attachant à accroître la production d'aliments de qualité et à améliorer la productivité et l'accès aux marchés: à cet effet, il est prévu de renforcer les organisations en milieu rural et dans les zones urbaines marginalisées, et de fournir aux agriculteurs pauvres des intrants agricoles, des outils et des silos.
14. La Stratégie nationale de réduction de la dénutrition chronique (ENRDC) pour 2006-2016 est coordonnée par le SESAN et mise en œuvre par les Ministères de la santé publique, de l'agriculture et de l'éducation ainsi que par le Secrétariat à l'action sociale de la Première dame. Parmi les groupes ciblés figurent les femmes enceintes et les mères allaitantes et les enfants de 0 à 35 mois. La stratégie comprend des interventions portant sur les services de santé de base, la promotion de l'allaitement maternel, la supplémentation alimentaire, l'éducation en matière d'alimentation et de nutrition, l'accès à l'eau et l'assainissement, les activités génératrices de revenus et l'organisation communautaire.
15. Par le biais du Conseil de la cohésion sociale, le Gouvernement met en œuvre des programmes de protection sociale visant à réduire la pauvreté, la faim et les inégalités. Ceux-ci prévoient des soupes populaires, des colis alimentaires, des écoles du week-end pour les enfants des rues et des programmes familiaux ("Ma famille apprend" et "Ma famille progresse"). Ceux-ci proposent des transferts monétaires aux familles pauvres de 136 municipalités sous réserve de fréquentation assidue des services de santé et de nutrition et/ou de scolarisation des enfants dans le primaire. Dans les zones où la stratégie ENRDC est opérationnelle, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les enfants de 6 à 35 mois reçoivent une supplémentation alimentaire.

COOPÉRATION ANTÉRIEURE ET ENSEIGNEMENTS DEGAGÉS

16. Le précédent programme de pays 100920 a débuté en 2003 et a été prolongé jusqu'en décembre 2009 pour s'aligner sur le cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2005–2009. Il était axé sur les ménages en situation d'insécurité alimentaire vivant dans la pauvreté extrême, en particulier les populations autochtones, par le biais de trois volets:
 1. **L'assistance alimentaire dans les crèches.** Cette composante complétait l'assistance publique, destinée à 20 000 enfants par an en moyenne inscrits dans les crèches et à 6 000 femmes enceintes et mères allaitantes fréquentant des organismes



communautaires et des centres de formation sanitaire et nutritionnelle. Il ressortait d'une étude de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)¹⁵ que les enfants de moins de 7 ans qui fréquentaient les garderies consommaient 20 pour cent de plus de calories, de protéines et de fer et 50 pour cent de plus de vitamine A que ceux qui restaient chez eux, et qu'une plus grande proportion du fer et de la vitamine A était d'origine animale plutôt que végétale; le Gouvernement a progressivement pris cette activité en main.

2. **Alimentation scolaire.** Ce volet a contribué à combler les lacunes du programme national d'alimentation scolaire en venant en aide à 162 500 élèves dans les zones vulnérables. Une évaluation effectuée par le Ministère de l'éducation en 2007 indiquait que l'intervention du PAM avait permis d'améliorer les taux d'inscription et de réussite scolaire; une évaluation du PAM a recommandé d'améliorer les menus scolaires, de mettre en œuvre le programme de services essentiels¹⁶ et de renforcer le système de suivi et d'évaluation¹⁷. Le PAM a progressivement réduit son assistance en 2009 à mesure que le Gouvernement parvenait à la couverture universelle.
 3. **Vivres contre travail et vivres pour la formation.** Ces activités ont appuyé en moyenne 93 000 personnes déplacées par an et ont contribué à la construction d'infrastructures, à l'amélioration des terres, au reboisement et à l'agriculture; les activités Vivres pour la formation (VPF) ont essentiellement porté sur l'alphabétisation des femmes.
17. D'autres projets du PAM sont venus compléter le programme de pays en expérimentant de nouvelles approches de la lutte contre la dénutrition, en aidant les populations exposées aux chocs et en introduisant de nouvelles approches pour l'achat de vivres et l'appui aux marchés.
- **Le projet de développement 104110**¹⁸ a aidé le Gouvernement à formuler une stratégie visant à éradiquer la dénutrition infantile. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la FAO, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et le PAM ont mis au point un programme conjoint à l'appui de cette stratégie.
 - **L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 104570**¹⁹ a appuyé l'ENRDC grâce à la mise au point du Vitacereal™, un aliment composé enrichi adapté aux préférences des bénéficiaires, produit localement et distribué depuis avril 2006. En 2009, 100 000 enfants âgés de 6 à 35 mois et 45 500 femmes enceintes et mères allaitantes ont bénéficié d'une assistance dans des zones où la prévalence de la dénutrition chronique dépassait 60 pour cent. Une étude effectuée par l'UNICEF, l'Agency for International Development des États-Unis (USAID) et le SESAN a montré que le Vitacereal™ était très bien accepté et a souligné la nécessité d'encourager les changements de comportement en matière de pratiques

¹⁵ Ruel, M.T. 2003. *The Guatemala Community Day-Care Programme: an Example of Effective Delivery of Food Aid in Urban Areas*. Washington, IFPRI.

¹⁶ En avril 2000, l'OMS, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'UNICEF et le PAM sont convenus d'un cadre commun pour les programmes scolaires concernant la santé, l'hygiène et la nutrition, qui définit le contexte relatif aux services de santé et de nutrition en milieu scolaire.

¹⁷ Facundo, D.A. 2008. *Revisión de la Alimentación Escolar y Propuesta de Programa de Nutrición Escolar en Guatemala*.

¹⁸ Juin 2005–décembre 2009.

¹⁹ Décembre 2005–décembre 2009.



alimentaires²⁰. Dans les zones où il ne serait pas rentable sur le plan économique de généraliser le Vitacereal™, on examinera la faisabilité de distributions ciblées pour atteindre un plus grand nombre de personnes, éventuellement en recourant aux bons d'alimentation.

- **Le projet de développement 104210**²¹ a aidé le Gouvernement à établir un plan national destiné à remédier aux carences en micronutriments. Un projet pilote mené en 2007 prévoyait la distribution de micronutriments en poudre aux enfants âgés de 6 à 59 mois. Les études conduites par le PAM, USAID et le Ministère de la santé ont révélé que cette formule permettait une couverture de plus de 50 pour cent des besoins contre 5 pour cent avec d'autres suppléments en fer et acide folique. Il convient d'élargir l'utilisation de micronutriments en poudre à l'échelle nationale.
- **L'IPSR 104440**²² a contribué à protéger les moyens d'existence et à renforcer la résilience en aidant les communautés à mieux faire face aux catastrophes et en privilégiant les zones identifiées comme sujettes aux chocs par les études d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV). Les activités Vivres contre travail (VCT) portaient sur l'atténuation des effets du déboisement, la gestion de l'eau, les travaux communautaires de prévention des inondations et des glissements de terrain, et à la diversification de l'agriculture. Les situations d'urgence récentes ont montré qu'un investissement supplémentaire est nécessaire dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets.
- **L'initiative "Achats au service du progrès"** (P4P) a été lancée en 2007 à l'intention de 3 700 membres de 36 associations de petits exploitants. Elle vise à établir des liens entre les agriculteurs et les marchés, et à encourager la commercialisation groupée. La médiocre qualité du maïs local, le manque d'aptitude des agriculteurs à la négociation et la faible participation des femmes figuraient parmi les premiers obstacles rencontrés. La quantité et la qualité des céréales ont été améliorées en collaboration avec la FAO et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture grâce à la promotion des meilleures pratiques et à la gestion après-récoltes. Les modules de formation mettent l'accent sur la commercialisation et la gestion, les organismes communautaires et l'accès des femmes aux postes de responsabilité.

²⁰ Estrada, K., Hurtado, E. et Vielman, L. 2007. *Investigación cualitativa sobre las actividades de IEC para la aceptación y uso del alimento complementario Vitacereal*. Guatemala (ville), SESAN/USAID.

²¹ Juillet 2005–décembre 2009.

²² Juin 2007–décembre 2009.

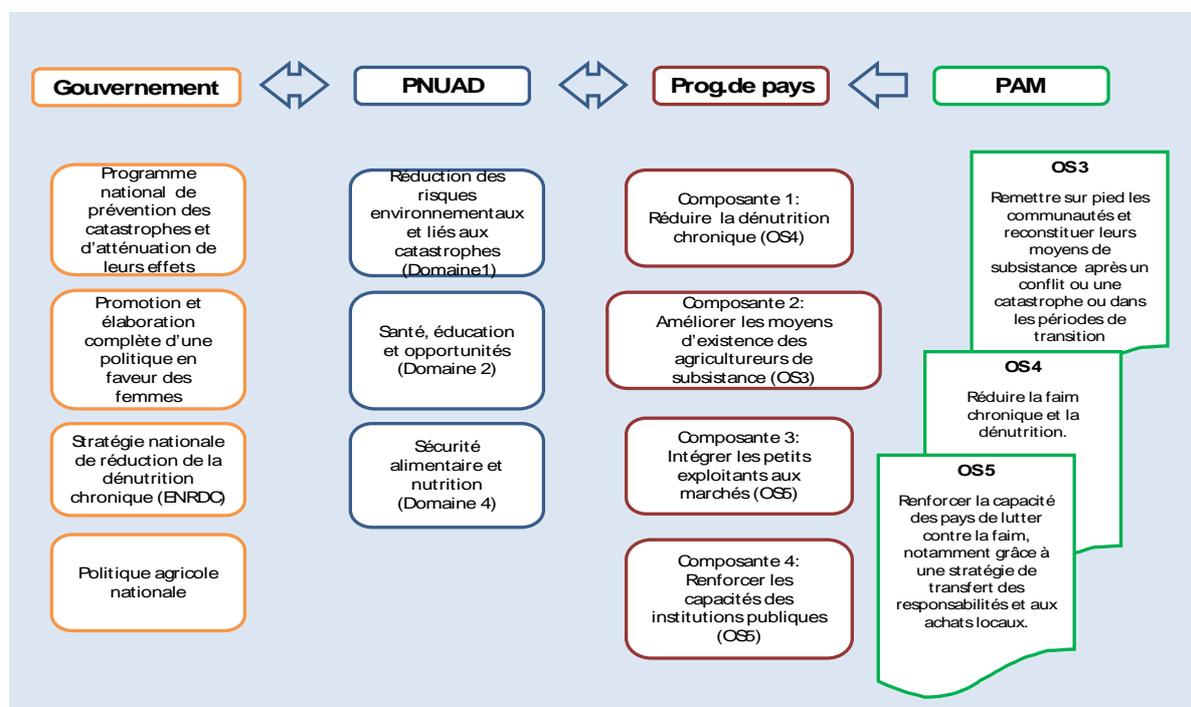


ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

Objectifs

18. Le programme de pays 200031 a pour but d'améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire des personnes les plus vulnérables dans les municipalités enregistrant les taux de dénutrition chronique les plus élevés. Il est aligné sur les politiques gouvernementales (voir la figure 1) et est conforme au PNUAD 2010–2014 et aux Objectifs stratégiques du PAM 3, 4 et 5. Il intègre une approche sexospécifique conformément à la politique du PAM²³. Il contribuera principalement à la réalisation des OMD 1, 3, 4 et 7.

Figure 1. Promouvoir les moyens de subsistance, la nutrition et la sécurité alimentaire au Guatemala



19. Le programme de pays 200031 a quatre composantes:

1. Réduire la dénutrition chronique. Cela consistera à apporter un appui nutritionnel et institutionnel pour réduire la dénutrition chronique chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes (Objectif stratégique 4).
2. Améliorer les moyens d'existence des agriculteurs de subsistance. Cette composante qui est destinée aux agriculteurs touchés par des chocs récurrents vise à augmenter la production agricole, renforcer le capital physique et humain et investir dans les pratiques environnementales (Objectif stratégique 3).
3. P4P. Cette composante permettra aux petits exploitants susceptibles d'avoir des excédents d'accéder aux marchés dans l'optique d'accroître leurs revenus et de renforcer la sécurité alimentaire (Objectif stratégique 5).

²³ WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1.

4. Renforcer les capacités des institutions publiques à mettre en œuvre des programmes d'assistance reposant sur l'aide alimentaire. Cette composante portera sur les carences en micronutriments, l'état nutritionnel des personnes vivant avec le VIH et la planification préalable et la réponse aux situations d'urgence (Objectif stratégique 5).
20. Le programme de pays 200031 prend en compte le fait que la dénutrition peut résulter de causes immédiates (ration diététique inadéquate, maladie) et de causes profondes comme l'insécurité alimentaire, la mauvaise qualité des soins aux mères et aux enfants, le manque d'accès à de l'eau salubre et à l'assainissement²⁴. Les composantes 1 et 4 traitent les causes immédiates; les composantes 2 et 3 les causes profondes.

Composante 1. Réduire la dénutrition chronique

21. Le PAM assurera l'accès à des aliments mélangés enrichis pour 45 500 enfants de 6 à 35 mois et femmes enceintes et mères allaitantes qui se rendent dans des postes et centres de santé en milieu rural, à la condition que les bénéficiaires prennent part aux formations assurées par les pouvoirs publics en matière de nutrition, de santé et d'hygiène. Cette action sera appuyée par une stratégie de communication destinée à modifier les comportements, une formation des mères au rôle de conseillères pour faciliter les clubs de soutien entre mères, et des visites à domicile.
22. Le Ministère de la santé sera responsable de la surveillance nutritionnelle par le biais de son Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui est mis en œuvre par son propre personnel et des organisations non gouvernementales (ONG).
23. Le programme conjoint PAM/UNICEF/OMS/FAO/UNFPA/Volontaires des Nations Unies (VNU) fournira une assistance technique et logistique aux institutions publiques responsables des programmes de lutte contre la dénutrition chronique. Le PAM étudiera la faisabilité de distribuer des aliments mélangés enrichis au moyen de bons d'alimentation et par l'intermédiaire du secteur commercial dans les zones où le programme gouvernemental de transferts monétaires sous conditions est opérationnel.
24. La composante 1 sera mise en œuvre à Huehuetenango, Chiquimula et Totonicapán, provinces à forte prévalence de dénutrition chronique comme l'a montré l'enquête sur la taille des enfants scolarisés effectuée en 2009²⁵.
25. Au titre de la composante 1, le PAM distribuera 8 200 tonnes d'aliments mélangés enrichis pour un coût de 7,5 millions de dollars. Ce montant est établi sur la base des ressources ordinaires attendues.

Composante 2. Améliorer les moyens d'existence des agriculteurs de subsistance

26. La composante 2 permettra de rétablir et d'améliorer les moyens d'existence des agriculteurs de subsistance touchés par des chocs récurrents, en complétant l'action du Gouvernement visant à promouvoir des moyens d'existence durables par le biais d'activités VCT et VPF. Les critères appliqués sont les suivants: peu de ressources, moins de 1 hectare de terre arable, pas d'irrigation, niveau d'alphabétisation limité, faible connaissance des meilleures pratiques agricoles, peu ou pas d'accès au capital physique ou financier, et production céréalière réduite.

²⁴ UNICEF. 1998. *The State of the World's Children 1998*. New York.

²⁵ Ministère de l'éducation. 2009. *Tercer Censo Nacional de Talla en Escolares*. Guatemala (ville).



27. Les activités VPF visent à renforcer l'organisation des communautés et à répondre à leurs besoins. Un plan de travail tenant compte des sexospécificités sera établi avec des horaires compatibles avec les besoins des femmes et les soins à donner aux enfants. Le programme VCT sera axé sur les techniques agricoles améliorées pour la production de céréales, les potagers, les pépinières et la sylviculture, la prévention de la dégradation des ressources naturelles, l'aménagement de terrasses, les projets d'irrigation, les silos et l'adaptation aux changements climatiques.
28. Le Ministère de l'agriculture, le Programme de développement rural (PRORURAL), le Fonds national pour la paix (FONAPAZ), les municipalités, la FAO et les ONG locales fourniront des intrants agricoles, une assistance technique et du crédit.
29. La composante 2 sera mise en œuvre à Baja Verapaz et à Quiché, deux provinces touchées par l'insécurité alimentaire identifiées par l'ACV et le SESAN. En collaboration avec le Gouvernement, le PAM est en train d'actualiser l'ACV avant le lancement du programme de pays. Une analyse initiale des moyens d'existence permettra de mieux cerner les caractéristiques des ménages exposés à l'insécurité alimentaire chronique.
30. Au titre de la composante 2, le PAM fournira 12 960 tonnes²⁶ d'assistance alimentaire pour un coût de 8 millions de dollars. Ce montant se base sur une estimation des ressources additionnelles.

Composante 3. Achats au service du progrès

31. Au titre de la composante 3, le PAM améliorera au plan de la quantité et de la qualité la production de maïs et de haricot des petits exploitants à faible revenu, réduira les pertes après-récolte et facilitera la vente des excédents aux marchés dans le but d'améliorer les revenus. La composante 3 comprendra les éléments suivants: assistance technique, renforcement des capacités de commercialisation, facilitation de l'accès au crédit et amélioration du système d'information sur les marchés. Les partenaires du PAM sont le Ministère de l'agriculture, PRORURAL, la FAO, le Fonds international du développement agricole (FIDA), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), le SESAN, l'Institut national de la commercialisation agricole (INDECA) et le Fonds national pour la terre.
32. La composante 3 mettra l'accent sur le rôle des femmes dans la prise de décisions, la planification de manifestations tenant compte des sexospécificités²⁷ et l'évolution des mentalités aux fins d'éradiquer la discrimination et la violence. La formation comprendra des sessions sur l'estime de soi et la prise en compte des sexospécificités, utilisant des supports élaborés par le Programme conjoint pour les femmes²⁸.
33. On compte que 3 000 petits exploitants à faible revenu appartenant à 30 associations d'agriculteurs participeront à cette composante et que les achats du PAM se monteront à 8 180 tonnes de maïs et de 820 tonnes de haricots²⁹ qui seront distribuées au titre de la composante 2. Les associations d'agriculteurs doivent être juridiquement reconnues. Leurs

²⁶ Une ration familiale de 2,7 kg/jour sera fournie pendant 80 jours par an à 12 000 agriculteurs de subsistance dans les municipalités exposées à l'insécurité alimentaire identifiées par l'ACV et le SESAN.

²⁷ 2009. Unités P4P et problématique hommes-femmes du PAM. Practical Actions to Enhance the Participation of Women in the Purchase for Progress Pilot Programme. Document hors série du PAM sur les achats au service du progrès. Rome.

²⁸ Le Programme conjoint pour les femmes associe le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'UNFPA, la FAO, le PNUD, les VNU, l'OMS et le PAM.

²⁹ Soit 20 pour cent de l'excédent estimatif annuel de haricots noirs.



membres et leurs conseils d'administration devraient s'efforcer de compter au moins 50 pour cent de femmes. Les exploitants devraient disposer des parcelles de 0,5 à 3,5 hectares dans des zones propres à la culture du maïs et du haricot. Ils doivent être disposés à appliquer des technologies novatrices et à prendre des risques. La composante 3 sera mise en œuvre à Alta Verapaz, Quiché, El Progreso, Chiquimula, Jalapa, Jutiapa, Zacapa et Totonicapán. Il est prévu qu'au cours de la mise en œuvre du programme de pays, les petits exploitants évolueront progressivement et s'intégreront pleinement dans un marché concurrentiel. Il n'y a pas de double couverture des bénéficiaires au titre des composantes 2 et 3 au niveau des communautés.

34. On estime qu'au moins 3 000 petits exploitants à faible revenu recevront un appui pour un coût de 3 millions de dollars. Ce montant a été établi sur la base de l'estimation des ressources additionnelles.

Composante 4. Renforcer les capacités des institutions publiques

35. La composante 4 renforcera les capacités nationales en matière d'égalité entre hommes et femmes, de supplémentation alimentaire, de préparation aux situations d'urgence et d'organisation des secours, de micronutriments et de VIH/sida.
36. Le Programme conjoint pour les femmes permettra au PAM de contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale en faveur de l'égalité entre hommes et femmes et au renforcement des capacités des institutions publiques. Les principaux partenaires du programme national sont le Secrétariat présidentiel pour les femmes (SEPREM) et l'Association de défense des femmes autochtones (DEMI).
37. Le Gouvernement a progressivement pris en charge le programme de supplémentation alimentaire et le PAM a graduellement réduit son assistance en 2009. Le PAM continuera de fournir une assistance technique pour renforcer la qualité et l'efficacité de l'action entreprise, aider à la mise en œuvre des services essentiels³⁰ et améliorer le suivi et l'évaluation.
38. Le PAM aidera le Comité national de prévention des catastrophes, le Ministère de l'agriculture et le SESAN dans le domaine de la gestion des risques afin de réduire l'impact des catastrophes naturelles sur les moyens d'existence. Parmi les résultats attendus figurent l'amélioration des réseaux logistiques et de la gestion de l'assistance alimentaire d'urgence, des évaluations des besoins d'urgence et des programmes intégrés d'intervention rapide. Les partenaires du PAM seront le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF, l'OMS, l'UNFPA et la FAO, ainsi que les ONG Plan international, Oxfam, Save the Children, Catholic Relief Services, Caritas, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, World Vision et la Croix-Rouge guatémaltèque.
39. L'action tendant à réduire la dénutrition chronique doit s'accompagner d'interventions de lutte contre la faim cachée. Le PAM collaborera avec le Gouvernement, l'UNICEF, l'OMS, la Banque interaméricaine de développement (BID), l'USAID, la Fondation de l'Institut de nutrition pour l'Amérique centrale et le Panama, et le secteur privé pour mettre en œuvre le Plan national d'éradication des carences en micronutriments. La politique nationale prévoit que les enfants âgés de 6 à 35 mois reçoivent du VitacerealTM et des

³⁰ Le cadre mis en place en avril 2000 par l'OMS/UNESCO/UNICEF/PAM pour les programmes de santé scolaire, d'hygiène et de nutrition, qui concerne l'eau potable, le déparasitage, la supplémentation en micronutriments, les équipements sanitaires scolaires et les jardins scolaires, et l'éducation à la santé, la nutrition et l'hygiène.



micronutriments en poudre; les enfants âgés de 36 à 59 mois des micronutriments en poudre seulement. Le Ministère de la santé fournit les micronutriments en poudre: il vise à couvrir l'ensemble du pays en s'appuyant sur le projet pilote relatif aux micronutriments réalisé en 2008 à Alta Verapaz. Le PAM assurera l'assistance technique et la formation.

40. Le PAM contribuera à intégrer la nutrition dans le traitement prévu au titre des interventions nationales en matière de VIH/sida afin d'optimiser les bienfaits thérapeutiques et encourager les patients à le suivre. Il aidera le Ministère de la santé à mettre au point un protocole de réhabilitation nutritionnelle pour les personnes vivant avec le VIH.
41. Un montant estimatif de 1 million de dollars est nécessaire pour la composante 4. Des fonds seront mobilisés localement auprès de donateurs.

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

42. Au cours de la phase de planification, des consultations ont eu lieu avec le Secrétariat de la planification, le SESAN, les Ministères de la santé et de l'agriculture, le FONAPAZ, l'INDECA, les ONG – notamment celles qui fournissent une aide alimentaire - et les donateurs. Un atelier a été organisé pour examiner les priorités de toutes les parties associées au programme de pays.
43. Conformément à la directive WFP/EB.1/2009/5-C du PAM, le suivi et l'évaluation axés sur les résultats seront renforcés pour aider le PAM et les partenaires coopérants à mesurer les effets directs et les produits du programme de pays et à améliorer la gestion de la performance, le plaidoyer et l'évaluation.
44. Les prescriptions en matière de collecte de données et d'établissements de rapports seront définies en concertation avec les bénéficiaires et les partenaires. Le PAM recueillera des données ventilées par sexe au cours de la mise en œuvre des composantes du programme de pays.
45. Le système de suivi et évaluation permettra au PAM de montrer les résultats, de diffuser les enseignements dégagés et les meilleures pratiques et de renforcer l'obligation redditionnelle. Il sera corrélé à l'analyse du SESAN, aux enquêtes ACV et aux études de cas effectuées par l'UNICEF, l'OMS, la FAO et les instituts de recherche. Des évaluations d'impact seront réalisées en fonction des besoins. Les partenaires seront chargés d'assurer le suivi de leurs propres résultats et de communiquer ces informations au PAM. Le Gouvernement et la BID évalueront les impacts des programmes nationaux auxquels le PAM contribue.
46. Le PAM continuera d'aider le Gouvernement à actualiser les ACV et à établir le calendrier des interventions. L'appui apporté par le SESAN au Centre d'information et de coordination relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CICSAN) en sera renforcé. Les inspecteurs de terrain du PAM effectueront des visites en utilisant des listes de contrôle normalisées. Le PAM travaillera avec les groupes thématiques du PNUAD pour étudier l'impact du programme de pays.
47. La préférence va aux achats locaux de produits alimentaires: la plupart des produits ont été achetés localement depuis 2007. Le PAM et l'INDECA se chargent de la logistique au Guatemala; le Gouvernement utilise ses propres moyens de transport, son personnel et ses entrepôts et assume les coûts de distribution. Dans le cas des produits alimentaires importés, le Gouvernement s'occupe du dédouanement, du transport et du stockage dans quatre entrepôts de l'INDECA. Les stocks et les mouvements des vivres seront suivis au moyen du Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits.



48. Le PAM travaillera avec des homologues gouvernementaux pour accroître l'efficacité et l'efficacité du programme de pays et pour en faciliter le transfert. Le Gouvernement devrait avoir pris en charge la distribution d'aliments mélangés enrichis dans le cadre de l'ENRDC d'ici à la fin du programme. Les agriculteurs associés aux composantes 2 et 3 auront amélioré leurs moyens d'existence et n'auront plus besoin d'assistance alimentaire. Les enseignements tirés seront diffusés et intégrés dans les programmes destinés aux petits exploitants. La capacité du Gouvernement à assumer la responsabilité des activités du programme, ainsi que leur durabilité, seront évaluées vers la fin du programme de pays et prises en considération lors du transfert.
49. Le montant proposé pour le présent programme de pays est chiffré à 19,5 millions de dollars sur la base d'une estimation des contributions ordinaires et des ressources additionnelles qui seront mobilisées par le bureau de pays.

ANNEXE I-A

BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET ALLOCATION DES VIVRES				
Composante	Besoins alimentaires (tonnes)	Répartition par composante (%)	Nombre de bénéficiaires	% de femmes
Composante 1: Réduire la dénutrition chronique	8 200	39	45 500	60
Composante 2: Améliorer les moyens d'existence des agriculteurs de subsistance	12 960	61	60 000	50
Composante 3: P4P: intégrer les petits exploitants aux marchés			3 000	50
TOTAL	21 160		108 500	

ANNEXE I-B

TYPES DE PRODUIT ALIMENTAIRE ET TAILLE DES RATIONS						
Jours/ année	Composante	Type de produit alimentaire	Taille des rations/ personne/ jour (grammes)	Type de ration	Valeur énergétique	Valeur protéique (g/personne/ jour)
360	Composante 1: Réduire la dénutrition chronique	Total Aliment composé enrichi	100 100	Individuelle	380 380	15 15
80	Composante 2: Améliorer les moyens d'existence des agriculteurs de subsistance	Total Maïs légumes secs MMS* Huile végétale	540 400 80 30 30	Familiale (5 membres)	2 157 1 456 285 121 295	41 19 17 5 0

* Mélange maïs-soja.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises
Effets directs du PNUAD	Indicateurs de résultats du PNUAD		
Effet direct 1 D'ici 2014, la gestion des risques environnementaux et des risques liés aux catastrophes aura été améliorée pour les populations les plus vulnérables.	1.4.1 Une politique de gestion de la prévention des risques liés aux catastrophes a été élaborée. 1.4.4 Les populations vulnérables suivent de bonnes pratiques pour s'adapter aux changements climatiques.		
Effet direct 2 D'ici 2014, l'accès aux services de santé, ainsi que la qualité de ces services, à l'éducation et aux perspectives économiques aura été amélioré dans les municipalités ciblées.	2.2.2 Pourcentage de personnes diagnostiquées séropositives recevant une prise en charge globale.		
Effet direct 4 D'ici 2014, le PNUAD aura contribué à réduire la dénutrition chronique chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes dans les zones rurales prioritaires.	4.1.1 Les capacités de coordination, de promotion et d'évaluation du SESAN ont été améliorées. 4.3.2 Les petits exploitants des municipalités ciblées ont amélioré leurs capacités de production et de commercialisation des produits alimentaires, et peuvent accéder plus facilement au crédit destiné aux activités génératrices de revenus. 4.4.2 Les institutions publiques ont renforcé leurs compétences en matière de communication visant à modifier les comportements, l'accent étant mis sur l'allaitement maternel, la supplémentation alimentaire et l'utilisation adéquate des aliments composés enrichis. 4.5.2 Les familles des communautés ciblées assument une plus grande part des responsabilités communes dans l'utilisation des services de santé de base: suivi de la croissance, micronutriments et vaccins.		



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises
Composante 1: Réduire la dénutrition chronique			
Effet direct 1.1 Meilleur état nutritionnel des femmes et des enfants ciblés ¹ .	1.1.1 Pourcentage de retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (taille par rapport à l'âge). ¹	L'ENRDC reste une priorité.	Aliment composé enrichi requis: 8 200 tonnes.
Effet direct 1.2 Adoption croissante de bonnes pratiques liées aux soins de santé, à la nutrition et à l'hygiène.	1.2.1 Amélioration des pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants - introduction, diversité et fréquence. Cible: 25 pour cent.	De grandes catastrophes susceptibles de détourner les ressources	Fonds multilatéraux et fonds multilatéraux à vocation spécifique du PAM: 7,5 millions de dollars
Effet direct 1.3 Utilisation accrue des services de santé de base.	1.3.1 Pourcentage d'utilisation effective des services de santé de base. Cible: augmentation de 25 pour cent.	Le personnel de santé fait face à l'utilisation accrue des services de santé.	
Produit 1.1.1 Un système de distribution est en place.	1.1.1 Nombre de femmes, de filles et de garçons recevant des vivres et des articles non alimentaires par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus. 1.1.2 Nombre de points de distribution des bons d'alimentation utilisant cette formule. 1.1.3 Quantité d'aliments composés enrichis distribuée en pourcentage du volume prévu.	Les gouvernements et les donateurs continuent de financer cette activité. L'engagement pris par le Gouvernement de prendre la relève n'est pas rempli.	



¹ Indicateur du Cadre de résultats stratégiques du PAM pour 2008–2011

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises
<p>Produit 1.2.1</p> <p>Activités de communication destinées à modifier les comportements en œuvre.</p>	<p>1.2.1 Nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes participant aux activités de communication destinées à modifier les comportements</p> <p>1.2.2 Nombre de conseillers communautaires en santé et nutrition participant aux activités de communication destinée à modifier les comportements.</p> <p>1.2.3 Nombre de communautés sur les municipalités ciblées ayant au moins un conseiller communautaire en santé et nutrition</p>	Du personnel qualifié est en place.	
<p>Produit 1.3.1</p> <p>Les enfants utilisent les services nutritionnels.</p>	<p>1.3.1.1 Nombre d'enfants âgés de 6 à 35 mois recevant des suppléments en micronutriments.</p> <p>Cible: Augmentation de 25 pour cent.</p> <p>1.3.1.2 Nombre d'enfants âgés de 6 à 35 mois dont la croissance est surveillée.</p> <p>Cible: Augmentation de 25 pour cent.</p>		
Composante 2: Renforcer les moyens d'existence des agriculteurs de subsistance			
<p>Effet direct 2.1</p> <p>Accroissement de la production agricole.</p>	<p>2.1. Pourcentage de hausse de la production.</p> <p>Cible: au moins 5 pour cent.</p>	<p>Les ressources requises pour financer les activités VCT et les intrants ne sont pas assurées.</p> <p>Ressources détournées au profit de situation d'urgences soudaines.</p>	<p>Activités VCT et VPF: 12 960 tonnes.</p> <p>Ressources imputées sur les contributions multilatérales à emploi spécifique: 8 millions de dollars.</p>
<p>Effet direct 2.2</p> <p>La résilience des ménages d'agriculteurs de subsistance est renforcée ainsi que l'adaptation au changement climatique.</p>	<p>2.2.1 Pourcentage de terres remises en état grâce aux pratiques de gestion.</p>		





ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises
Effet direct 2.3 Consommation alimentaire adéquate pendant la durée de l'assistance destinée aux agriculteurs de subsistance ³¹	2.3.1 Indicateur de stratégie de survie ¹		
Produit 2.1.1 Production de maïs et de haricot disponible pour autoconsommation.	2.1.1.1 Pourcentage des agriculteurs participants dont la production de céréales destinée à leur propre consommation a augmenté. Cible: 80 pour cent.		
Produit 2.2.1 Les ménages appuyés par des rations dans le cadre d'activités VCT, et VPF.	2.2.1.1 Hectares reboisés. 2.2.1.2 Nombre d'activités de conservation des sols et de l'eau. 2.2.1.3 Nombre de biens communaux construits ou entretenus. 2.2.1.4 Nombre de participants formés à l'adaptation aux changements climatiques. 2.2.1.5 Nombre de participants recevant des vivres dans le cadre d'activités VCT et VPF, par catégorie et par sexe en pourcentage des chiffres prévus.		
Produit 2.3.1 Biens liés aux moyens d'existence créés, renforcés ou remis en état par les communautés et les particuliers ciblés ¹	2.3.1.1 Nombre de femmes et d'hommes formés dans des domaines thématiques liés à l'appui aux moyens d'existence ¹		
Composante 3: Achats au service du progrès			
Effet direct 3.1 La productivité des petits exploitants est améliorée ainsi que leur accès aux intrants productifs, les capacités de stockage et leurs compétences en matière de commercialisation pour la production et la vente de maïs et de haricot.	3.1.1 Pourcentage d'accroissement du rendement. Cible: hausse de 25 pour cent pendant les 2 premières années du projet.	Les membres des associations d'exploitants acceptent d'adopter de nouvelles pratiques.	Ressources imputées sur des contributions multilatérales à vocation spécifique: 3 millions de dollars.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises
<p>Effet direct 3.2</p> <p>Les organisations d'agriculteurs ont plus de moyens pour augmenter les ventes et obtenir des prix équitables pour les produits alimentaires dans le cadre des programmes reposant sur l'aide alimentaire et avec l'aide du secteur privé.</p>	3.2.1 Pourcentage d'augmentation des ventes.	Les intermédiaires ne réagissent pas négativement à la réduction de leur rôle dans la chaîne de valeur.	
<p>Effet direct 3.3</p> <p>Les organisations de petits exploitants sont améliorées et la participation des femmes a augmenté.</p>	<p>3.3.1 Quantité de produits achetés auprès des organisations de petits exploitants.</p> <p>3.3.2 Nombre de sessions de formation.</p> <p>3.3.3 Pourcentage de femmes à des postes de direction.</p> <p>Cible: Au moins 50 pour cent.</p>		
<p>Effet direct 3.4</p> <p>Augmentation des débouchés commerciaux au niveau national, le PAM effectuant des achats locaux d'un bon rapport coût-efficacité¹</p>	3.4.1 Produits alimentaires achetés localement en pourcentage des aliments distribués dans le pays. ¹		
<p>Produit 3.1.1</p> <p>Les petits exploitants sont formés aux meilleures technologies.</p>	3.1.1.1 Nombre d'organisations d'agriculteurs dont les rendements en maïs ou haricot ont augmenté.		
<p>Produit 3.2.1</p> <p>Les organisations de petits exploitants sont associées aux programmes d'achats locaux gérés par des institutions publiques et le secteur privé.</p>	3.2.1.1 Quantité de produits alimentaires achetés localement, par type. ¹		
<p>Produit 3.3.1</p> <p>Les organisations de petits exploitants sont à même de négocier avec les acheteurs, en défendant les intérêts de leurs membres.</p>	3.3.1.1 Nombre d'organisations d'agriculteurs participant aux contrats P4P offerts par le PAM et d'autres acheteurs.		



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises
La participation des femmes a augmenté et leurs compétences sont renforcées.	3.3.1.2 Pourcentage de postes de direction dans les organisations de petits exploitants occupés par les femmes. Cible: 50 pour cent.	Les hommes membres d'organisation d'exploitants agricoles font place aux femmes aux postes de direction.	
Produit 3.4.1 Produits alimentaires achetés localement ¹	3.4.1.1 Pourcentage des achats locaux sur le volume total des produits alimentaires achetés ¹		
Composante 4: Renforcer les capacités des institutions publiques			
Effet direct 4.1 Capacités renforcées des institutions publiques en matière de conception, de gestion et de mise en œuvre de politiques et programmes liés à la réduction de la dénutrition chronique.	4.1.1 La réduction de la dénutrition chronique continue à occuper une place de premier plan dans la liste des priorités nationales	Le Gouvernement continue de mettre en œuvre l'ENRDC comme outil de réduction de la dénutrition chronique.	Le financement de cette composante sera mobilisé localement: 1 million de dollars
Effet direct 4.2 Les institutions publiques ont reçu une assistance technique pour intégrer des programmes de protection sociale reposant sur l'aide alimentaire.	4.2.1 Nombre de programmes de protection sociale reposant sur l'aide alimentaire comportant des objectifs, des interventions et des indicateurs nutritionnels	L'engagement des pouvoirs publics perdre en cas de changement de gouvernement	
Effet direct 4.3 Systèmes d'alerte rapide, plans d'urgence et systèmes de suivi de la situation alimentaire sont en place dans les communautés ciblées, avec un soutien du PAM en matière de développement des capacités.	4.3.1 Indice de préparation aux catastrophes ³¹ .		
Effet direct 4.4 Les capacités des institutions publiques à gérer et mettre en œuvre le Plan national de réduction des carences en micronutriments sont renforcées.	4.4.1 La supplémentation en micronutriments en poudre pour les enfants de moins de 5 ans est mise en œuvre dans les municipalités ciblées.		



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources requises
<p>Effet direct 4.5</p> <p>Le Ministère de la santé a reçu une assistance technique pour incorporer la nutrition dans les protocoles nationaux d'intervention.</p>	4.5.1 Établissement et mise en œuvre d'un protocole pour la nutrition des personnes vivant avec le VIH.		
<p>Produit 4.1.1</p> <p>Le rôle de coordination et de réglementation du SESAN s'est étoffé aux niveaux national et local.</p>	<p>4.1.1.1 Le plan interinstitutions au niveau des municipalités a été élaboré dans des communautés ciblées.</p> <p>4.1.1.2 Nombre de communautés ayant des plans d'intervention en cas d'urgence.</p>		
<p>Produit 4.2.1</p> <p>Le Ministère de l'éducation a reçu une assistance technique pour renforcer la qualité de son programme des repas scolaires.</p>	4.2.1.1 Le programme national de repas scolaires a intégré au moins 6 des 12 interventions inscrites au programme de prestations de services essentiels.		
<p>Produit 4.2.2</p> <p>Le Gouvernement a reçu une aide pour l'établissement d'une politique nationale relative à la formule de vivres contre travail.</p>	4.2.2.1 Une politique VCT est en place.		
<p>Produit 4.3.1</p> <p>Les mesures d'atténuation des catastrophes sont en place dans les zones ciblées, avec un appui du PAM en matière de développement de capacités.</p>	4.3.1.1 Nombre de systèmes de réduction des risques et de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets, par type.		
<p>Produit 4.4.1</p> <p>Le Ministère de la santé a reçu une assistance technique pour renforcer l'application de la supplémentation en micronutriments en utilisant des micronutriments en poudre</p>	4.4.1.1 Nombre de municipalités fournissant une supplémentation de micronutriments qui utilise des micronutriments en poudre.		



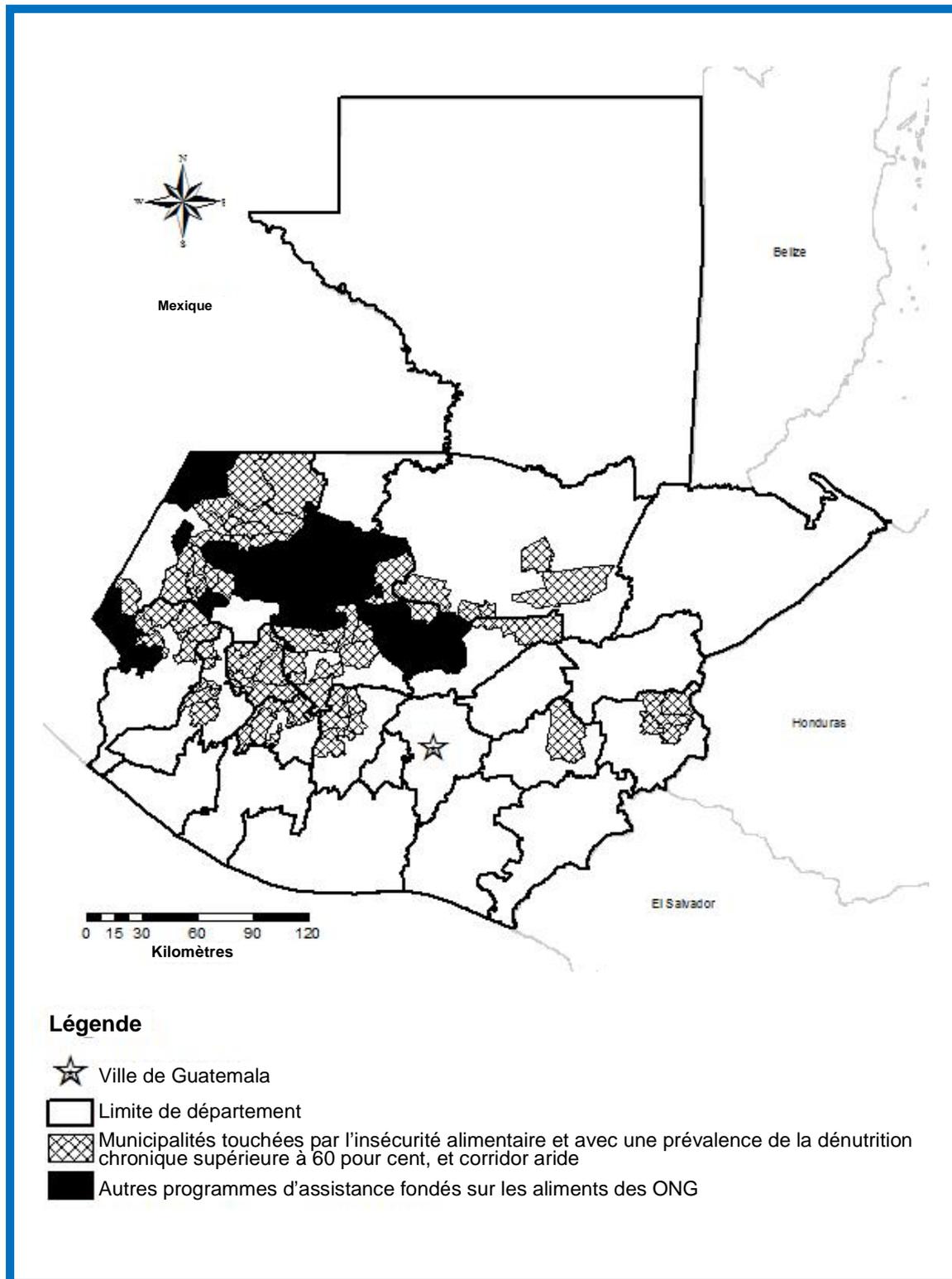
ANNEXE III

RÉSUMÉ DU BUDGET DU PROGRAMME DE PAYS POUR LE GUATEMALA (2010-2014) <i>(en dollars)</i>					
	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Composante 4	Total
Produits alimentaires requis (tonnes)	8 200	12 960	0	0	21 160
Produits alimentaires	6 560 000	6 896 400			13 456 400
Transport extérieur	0	0	0	0	0
Transport terrestre, entreposage et manutention terrestres (total)	0	0	0	0	0
Transport terrestre, entreposage et manutention (par tonne)	0	0	0	0	0
Autres coûts opérationnels directs	0	204 000	2 400 000	864 500	3 468 500
Total, coûts opérationnels directs	6 560 000	7 100 400	2 400 000	864 500	16 924 900
Coûts d'appui directs	450 000	515 500	310 000	70 000	1 345 500
Coûts d'appui indirects	490 700	533 113	189 700	65 415	1 278 928
Coût total pour le PAM	7 500 700	8 149 013	2 899 700	999 915	19 549 328
Contribution du gouvernement, indépendamment du budget des projets	41 500 000	2 500 000	1 500 000	8 500 000	54 000 000

ANNEXE IV

Programme de pays Guatemala 200031 (2010–2014)

Ciblage



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
BID	Banque interaméricaine de développement
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
ENRDC	Stratégie nationale de réduction de la dénutrition chronique
ENSMI	Enquête nationale sur la santé maternelle et infantile
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FONAPAZ	Fonds national pour la paix
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
INDECA	Office national de commercialisation agricole
INE	Instituto de Estadística de Guatemala
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MMS	mélange maïs-soja
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
P4P	Achats au service du progrès
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRORURAL	Programme de développement rural
SESAN	Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
USAID	Agency for International Development des États-Unis
VCT	Vivres contre travail
VNU	Volontaires des Nations Unies
VNU	Volontaire des Nations Unies
VPF	Vivres pour la formation